« Super Mario », patron de l'euro

Paris et Berlin ont permis la nomination de Mario Draghi à la BCE

Laurence Pellegrini*

» Le nouveau gouverneur de la banque centrale européenne n'a pas encore officiellement pris ses fonctions que la presse lui a déjà attribué un surnom ironique : *« Super Mario »*. Dans cette formule, il n'est pas seulement question des actions futures de Mario Draghi en faveur de l'euro, mais bien des tergiversations qui ont animé la scène politique européenne en amont de sa nomination.

> ***« Super Mario »* an der Spitze der EZB**
>
> Der Wahl des Italieners Mario Draghi an die Spitze der Europäischen Zentralbank (EZB) gingen Polemiken und Überlegungen politischer Arithmetik – insbesondere zwischen Frankreich und Deutschland – voraus, die die Autorin noch einmal Revue passieren lässt. Red.

Nicolas Sarkozy avait en effet pris de vitesse ses partenaires européens en soutenant officiellement et unilatéralement la candidature de l'Italien. Comme il y a huit ans lors de l'intronisation de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque Centrale européenne (BCE) à Francfort/Main, l'opinion se cristallise autour des dirigeants français et allemands : *« Officiellement, ce sont tous les chefs d'État et de gouvernement européens qui doivent désigner son successeur lors d'un sommet en juin, mais la nomination de Mario Draghi semble inéluctable à présent que l'Allemagne comme la France lui ont accordé leur soutien »*, rappelle-t-on dans la presse. Que cachent donc les polémiques récurrentes qui se sont manifestées dans la presse des deux pays ?

Un candidat des pays du « club Med », dont la dette publique est en valeur absolue une des plus élevées du monde, à la tête d'une institution monétaire européenne ? Cette idée a soulevé des interrogations dans l'opinion publique allemande, portée notamment par la *Bild-Zeitung*, le quotidien à grand tirage « faiseur d'opinion »: *« Mario Draghi veut devenir président de la banque centrale européenne, qui garantit pour le meilleur et pour le pire notre monnaie, qui administre l'héritage du bon vieux deutschemark stable. Un homme de la Lire ! Pour mémoire : c'était cette monnaie avec un nombre infini de zéros »*. Le journal fait référence au discours d'économistes orthodoxes, et d'une grande partie de l'opinion allemande, qui refusaient de voir associées des monnaies instables et faibles à la devise allemande, symbole du miracle économique. La crise actuelle de l'euro a mis à jour les déviances de certains Etats qui n'ont pas respecté la rigueur budgétaire imposée aux détenteurs de la monnaie unique. Même l'Allemagne, qui se pose en modèle économique, connaît d'importantes difficultés : sa dette représente 83,2 % de son PIB et la classe au troisième rang mondial des pays les plus endettés.

L'hésitation de la chancelière allemande, Angela Merkel, à formuler officiellement son soutien à Mario Draghi, jusqu'à cinq jours avant la décision finale du conseil des ministres européens, est révélatrice des pressions politiques intérieures. Dans son propre camp, la chancelière a été confrontée à des oppositions contre les crédits alloués aux pays en difficulté comme la Grèce, et le « pacte-euro-plus » permettant aux pays hors de la zone euro de bénéficier du mécanisme de sauvetage permanent de l'Union européenne.

* Laurence Pellegrini est enseignante d'allemand à Six-Fours-les-Plages.

Conscient du rôle déterminant de l'opinion allemande, Mario Draghi s'est lancé dans une campagne de séduction dans la presse francfortoise, siège de la BCE : *« Nous devons tous suivre l'exemple de l'Allemagne en matière de politique économique »,* déclare-t-il par exemple à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dès le mois de février. Auditionné par le parlement européen de Strasbourg, il a par ailleurs soutenu (dans le rapport sur la recommandation du conseil concernant la nomination du président de la Banque centrale européenne) des perspectives de stabilité des prix et de lutte contre l'inflation, chère aux Allemands. La culture économique germanique de l'Italien est un argument décisif pour la chancelière, alors qu'elle n'a pas encore apporté officiellement son soutien : *« Je connais Mario Draghi. Il est très proche des conceptions allemandes: une culture de stabilité et défense d'une économie solide ».*

Au scepticisme allemand, Nicolas Sarkozy rétorque l'intégration sud-européenne, par exemple lors du sommet franco-italien du 26 avril : *« Il est Italien, et cela sera un très beau signal à tous les Italiens qui pourraient douter de leur place et de leur rôle dans l'Europe ».* Il fait ici référence à la sensation des Italiens d'être relégués au second plan dans le processus décisionnel européen, au profit du « couple » franco-allemand. Quelques semaines plus tôt, le président de la République avait même fait la couverture de la revue *Panorama,* affublé du costume de Napoléon, preuve de son ambition nationale.

En effet, on peut raisonnablement douter des motivations européennes du chef de l'Etat, quand on sait non seulement que l'Italie a une place déterminante dans le projet d'Union pour la Méditerranée, voulu par la France. En Allemagne, l'attitude du président de la République a donné lieu à toutes sortes de spéculations dans la presse sur ses réelles motivations à soutenir un Italien : a-t-il négocié le soutien de Silvio Berlusconi sur les questions libyennes ? Ou encore la coopération italienne au sujet des émigrés du printemps arabe ? Ou bien était-ce un moyen d'écarter Mario Draghi de la course à la présidence du Fonds Monétaire international (FMI), briguée alors par la ministre française de l'Economie et des Finances, Christine Lagarde ?

Mais surtout, Nicolas Sarkozy a très clairement évoqué que le soutien de la candidature d'un Italien à la présidence de la BCE avait comme contrepartie la démission de Lorenzo Bini Smaghi du conseil des gouverneurs au profit d'un Français. Jusqu'au dernier jour, la France a donc assuré sa position au sein des plus hautes instances de la Banque Centrale en menaçant l'Italie d'exercer son droit de veto et en affirmant sa position prééminente dans l'Union européenne : *« Il y a une règle qui est une règle non écrite mais que chacun connaît bien, c'est que dans les six membres du directoire de la BCE, il est de l'intérêt de la BCE de voir représentés les grands pays et peut-être peut-on considérer que la France est un grand pays »,* déclare le président français au cours de sa conférence de presse aux côtés d'Angela Merkel le 17 juin à Berlin.

Le « couple » franco-allemand et la BCE

A l'évidence, le « couple » franco-allemand a été prépondérant dans le choix du gouverneur de la BCE, au détriment des institutions qui devraient participer activement à la décision comme le parlement et le conseil européens et le conseil des gouverneurs des banques centrales nationales. Leur entente à ce sujet apparaît a fortiori indispensable. Quels seraient alors les dangers d'une discorde ? Comme le souligne *Le Figaro* le 27 avril, si la chancelière avait exercé un *« veto à la candidature de Draghi à la tête de la BCE, cela aurait risqué de déclencher une nouvelle crise dans la zone euro et de créer un conflit dommageable avec la France ».* En réalité, la France ne pouvait pas présenter un candidat, puisque le gouverneur sortant, Jean-Claude Trichet, était Français. L'Allemagne au contraire ne dispose plus de représentants aux postes-clés de l'Union européenne depuis le mandat de Walter Hallstein à la présidence de la Commission européenne (1958-1967). Alex Weber aurait pu réaffirmer la position de l'Allemagne sur la scène internationale. Il a surpris les observateurs en retirant sa candidature sans réellement en expliquer les raisons, alors qu'il était favori.

En conclusion : un candidat italien, au profil économique germanique, imposé politiquement par le président français semble tous comptes faits mettre d'accord Paris et Berlin.